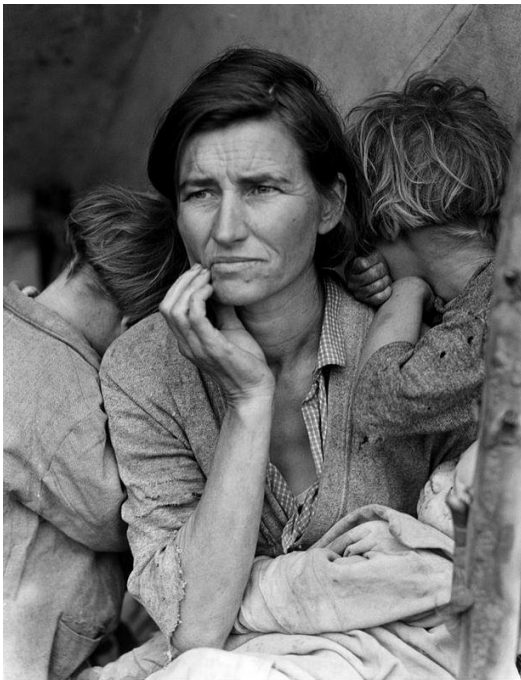

Entre citoyenneté et classe moyenne : les défis du futur président



Renaud Beauchard

Février 2016

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Le programme États-Unis de l'Ifri publie une collection de notes en ligne nommées « Potomac Papers ». Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique américaine dans tous les domaines, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *Policy Papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme États-Unis de l'Ifri.

Le programme États-Unis reçoit le soutien de :



Fondation
Clarence
Westbury

ISBN : 978-2-36567-519-2
© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Crédits photo : Dorothea Lange, « Migrant Mother »,
Farm Security Administration, 1936

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Website : ifri.org

Executive summary

Fostered by the reduction of the concept of corruption and the near disappearance of campaign contribution limits, the most affluent Americans now have an inordinate influence on the United States' political system. They reshape to their own benefit the electoral programs proposed by the politicians as well as the ways in which the administrations, legal and financial systems interact with the citizens. Contrary to the intentions of the Founding Fathers, money has supplanted talent as the sole criterion of participation in the institutions of the U.S. representative democracy...

Middle class households are the victims of this wayward trend. Both white and blue collars face mounting debts, while their jobs are relocated abroad. The economic instability they find themselves in produces disillusionment with respect to the political system and the institutions.

The last two democratic presidencies did not manage to stem this trend – the reverse is the case. Regarding the campaign for the 2016 presidential elections, it appears that right wing and left wing populist movements (Tea parties, Occupy Wall Street) are the only alternatives for the Americans who are not part of the elite.

A member of the Washington D.C., Bar, Renaud Beauchard draws on the recent American literature (such as Lawrence Lessig, Zephyr Teachout, Wendy Brown, Jeffrey Winters, Francis Fukuyama, David Graeber, Christopher Lasch and Barbara Ehrenreich) in order to denounce the state of society and American institutions.

Ce qu'il faut retenir

Favorisés par la réduction du concept de corruption et la quasi-disparition des plafonds de financement des campagnes électorales, les Américains les plus aisés exercent aujourd'hui une influence démesurée sur le système politique des États-Unis. Ils remodelent à leur profit aussi bien les programmes électoraux proposés par les politiques que les modes d'interaction des administrations, des systèmes juridiques et financiers avec les citoyens. En complète contradiction avec le projet des Pères fondateurs, l'argent, et non plus le talent, est devenu aujourd'hui l'unique critère de participation aux institutions de la démocratie représentative américaine...

Les ménages de la classe moyenne sont les victimes de cette dérive. Cols blancs et cols bleus, dont les emplois sont par ailleurs délocalisés, font face à un endettement croissant. L'instabilité économique dans laquelle ils se trouvent plongés produit une forte désillusion par rapport aux institutions et au système politique

Les deux dernières présidences démocrates n'ont pas réussi à enrayer cette évolution, bien au contraire. Dans la campagne pour les présidentielles de novembre 2016, il semblerait que seuls les mouvements populistes de droite (Tea Parties) et de gauche (Occupy Wall Street, actif en 2012) puissent apparaître comme des voies de renouvellement possibles pour les Américains ne faisant pas partie de l'élite.

Avocat au barreau de Washington, Renaud Beauchard s'appuie sur les ouvrages récents de penseurs américains (notamment Lawrence Lessig, Zephyr Teachout, Wendy Brown, Jeffrey Winters, Francis Fukuyama, David Graeber, Christopher Lasch et Barbara Ehrenreich) pour dénoncer l'état de la société et des institutions américaines.

Sommaire

INTRODUCTION	4
LA CORRUPTION DES INSTITUTIONS.....	6
La dénonciation de « Lesterland »	6
La Cour suprême et la corruption	8
Gérer l'humain comme une entreprise	10
« L'oligarchie civile »	11
Un « système de tribunaux et de partis »	13
La faiblesse du citoyen	14
L'ÉROSION DE LA CLASSE MOYENNE	15
Les élections triangulaires de 1992	15
La déception des électeurs de 2008	17
Quelles perspectives pour l'emploi ?	19
Un surendettement orchestré.....	21
TEA PARTY ET OCCUPY WALL STREET, MÊME COMBAT EN 2016 ?	25

Introduction

Les primaires de l'élection présidentielle américaine de 2016 promettent assurément du spectacle. En l'absence de président sortant en lice, elles interviennent dans un climat de tension et d'incertitude pour la majorité des Américains. Caractérisé par une extrême polarisation de l'opinion, une défiance généralisée vis-à-vis des institutions politiques de la démocratie représentative américaine, une politique étrangère tétanisée à un moment où le monde réalise l'ampleur du chaos causé par l'intervention en Irak, un tassement de la classe moyenne devant la montée des inégalités et d'importantes tensions raciales, le début de campagne est marqué par un rejet des candidats de l'*establishment* aussi bien chez les démocrates que chez les républicains.

Côté démocrate, malgré un début de campagne calamiteux, l'inoxydable Hillary Clinton, dont un sondage d'opinion nous apprend que les trois traits de sa personnalité qui la caractérisent le mieux auprès des Américains sont les qualificatifs de « menteuse », « malhonnête » et « indigne de confiance¹ », est dans une situation de contrôle fragile de la primaire démocrate. Elle demeure assez largement favorite, mais l'enthousiasme est absent et rien n'exclut que son concurrent le plus sérieux, Bernie Sanders, socialiste autoproclamé qui aura 75 ans à la date de l'élection, ne se montre plus coriace que prévu lors des premières primaires.

Côté républicain, le mouvement déjà observé en 2012 s'est amplifié. On se souvient en effet des difficultés de Mitt Romney à se défaire de rivaux tous plus improbables les uns que les autres (qui se souvient du marchand de pizzas Herman Cain et de son projet fiscal « 9-9-9 » ?) jusque tard dans la campagne. Cette fois-ci, les primaires prennent un tour insurrectionnel, avec un Donald Trump, le promoteur immobilier qui produit et anime depuis plus de dix ans le programme de télé-réalité, *The Apprentice*, qui mène la course depuis plus de six mois en faisant campagne sur l'immigration et la sécurité. Derrière lui, on retrouve le sénateur du Texas, Ted Cruz, champion du Tea Party, qui conteste le vote évangélique à Ben Carson,

Renaud Beauchard est avocat au barreau de Washington, D.C, Professeur adjoint à la faculté de droit d'American University et chargée de mission auprès de l'Institut des Hautes Études sur la Justice (IHEJ).

1. D. Sevastopulo et B. Jopson, "Clinton Defiant in Republican Interrogations About Benghazi", *Financial Times*, 23 octobre 2015.

le neurochirurgien noir novice en politique. Parmi les favoris de l'*establishment*, seul Marco Rubio, le sénateur d'origine cubaine, se maintient à une distance permettant d'espérer de rester dans la course, et la candidature de Jeb Bush est d'autant plus enterrée qu'il est n'est même plus le favori des bailleurs de fonds. L'*establishment* commence donc à se préparer sérieusement à la possibilité d'une victoire d'un dissident, qui pourrait être Trump, dans les primaires.

Il ne s'agit pas de spéculer sur le résultat de l'élection, ni même de commenter les promesses des uns et des autres, mais plutôt d'analyser, au travers d'ouvrages et d'événements récents, les tendances de fond qui conduisent à ces perturbations du bipartisme américain, et dont le candidat élu, quel qu'il soit, héritera en janvier 2017. Alors que l'élection d'Obama, en pleine crise, reposait sur l'espoir de profonds changements, la campagne de 2016 est pour l'instant marquée du sceau de l'angoisse pour une majorité d'Américains qui ont connu plusieurs décennies de stagnation, voire de chute de leurs revenus, et ne croient plus en la capacité de leurs institutions à leur promettre des lendemains meilleurs. Les ressorts de cette crise de confiance des Américains dans leurs institutions et leur système politique seront abordés sous deux angles : celui de la corruption des institutions d'une part, et celui de l'érosion de la classe moyenne d'autre part.

La corruption des institutions

La dénonciation de « Lesterland »

« Les États-Unis ne sont plus une démocratie. » Ce n'est pas le titre d'un tract d'une organisation militante comme le LaRouchePAC, qui traite régulièrement Obama de nazi, ou du dernier livre de l'intellectuel d'extrême-gauche Noam Chomsky, mais la conclusion d'une étude empirique de deux chercheurs de Princeton². Cette étude s'inscrit dans une production impressionnante d'articles, d'ouvrages et de rapports qui arrivent à la même conclusion³. L'un de ses auteurs, Lawrence Lessig s'est même présenté à la primaire démocrate, puis s'est retiré de la course après que le parti lui a barré la route des débats télévisés. Les premiers mots de son ouvrage, *Republic Lost*, résument parfaitement le climat de défiance d'une bonne partie des Américains vis-à-vis de leurs institutions politiques à l'approche de ce nouveau cycle électoral :

« Beaucoup d'Américains partagent le sentiment que nous ne nous relèverons peut-être pas. Non pas que la fin soit proche, ou que la ruine soit pour demain, mais que ce sentiment singulièrement américain d'invulnérabilité, de grandeur –culturellement, économiquement, politiquement – s'est enfui. Que nous sommes devenus l'Angleterre. Ou Rome, ou la Grèce. Il y a une génération, Ronald Reagan a réussi à rassembler la nation pour démentir un jugement semblable : celui de Jimmy Carter qui s'inquiétait que notre nation soit plongée dans un état de « malaise ». Je faisais partie de ceux qui ont été sensibles à ce message, et je continue à penser que Reagan avait raison. Mais le sentiment dont je parle maintenant est différent : non pas que nous, en tant que peuple américain, ayons perdu quoique ce soit de notre potentiel, mais que nous ne serions plus une République. Que notre capacité à nous gouverner – le produit, en partie d'une Constitution que nous avons

2. M. Gilens et B. Page, "Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens", *Perspectives on Politics*, p. 564-581, disponible sur : <<https://scholar.princeton.edu>>. Voir également, M. Gilens, *Affluence & Influence: Economic Inequality and Political Power in America*, Princeton, Princeton University Press, 2012.

3. Voir L. Lessig, *Republic Lost*, Twelve Publishing, 2012 ; F. Fukuyama, *Political Order and Political Decay*, New York, Farrar Straus & Giroux, 2014 ; C. Murray, *Coming Apart, The State of White America 1960-2010*, Crown Forum, 2012 ; G. Packer, *The Unwinding, An Inner History of the New America*, New York, Farrar Straus & Giroux, 2013 ; Z. Teachout, *Corruption in America, From Benjamin Franklin's Snuff Box to Citizens United*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2014.

révérée pendant deux siècles – nous ait abandonnés. Que la chose dont nous étions le plus fiers, c'est-à-dire notre République, soit celle que nous avons appris à ignorer. Le gouvernement est une honte. Il a perdu toute capacité à prendre les décisions les plus essentielles. Et peu à peu, nous réalisons qu'il est un navire que l'on ne peut plus gouverner et qui va bientôt sombrer ».⁴

Selon Lessig dans son dernier livre/tract de campagne et sa conférence TED vue par plus de 1,3 million de personnes, les États-Unis seraient devenus « Lesterland », c'est-à-dire un pays de 311 millions d'habitants dans lequel seules 150 000 personnes participeraient véritablement à la vie politique⁵. 150 000, c'est le nombre de personnes prénommées Lester aux États-Unis. Certes, en apparence les États-Unis demeurent le pays des élections, comme en témoignent les affiches de campagne sur le bord des routes pour l'élection des conseils d'éducation, des juges, des shérifs, sans parler des référendums d'initiative populaire dans de nombreux États. Mais il y aurait, en amont des consultations populaires, une première phase pendant laquelle les candidats au suffrage populaire doivent collecter suffisamment de fonds pour pouvoir se présenter à l'élection primaire proprement dite. Lessig estime que seules 150 000 personnes sur 311 millions d'Américains participeraient à ces « primaires de l'argent » qui se tiennent 365 jours sur 365, 24 heures sur 24. Se basant sur les chiffres des élections de 2010, Lessig précise que ces 150 000 personnes représentent les 0,05 % de la population qui ont donné la somme maximale à un candidat à une élection fédérale (soit 2 600 dollars). Il ajoute qu'une personne sur 10 000 a donné au moins 10 000 dollars à un candidat fédéral, et dans ce même cycle électoral, 0,000042 % – c'est-à-dire 132 Américains – ont couvert 60 % des dépenses des Comités d'action politique (PAC et Super PAC)⁶.

Lessig s'inquiète à juste titre des changements d'attitude que « Lesterland » produit de la part des gouvernants. Ainsi, le comité parlementaire de campagne du Parti démocrate (Congressional Campaign Committee) recommande à chaque nouveau représentant élu à la Chambre, selon un modèle d'emploi du temps (« *Model Daily Schedule* »), de consacrer au moins 44 % de son temps à la collecte de fonds, ce qui conduit Lessig à demander comment le fait de passer autant de temps au téléphone ou en réunion avec des personnes représentant une fraction des 1 % les plus fortunés de la population pour les convaincre d'ouvrir leur carnet de chèques affecte les représentants ou candidats à la représentation. En guise de réponse, Lessig cite l'anecdote de Leslie Byrne, une élue démocrate de l'État de Virginie à la chambre des représentants entre 1993

4. L. Lessig, *op. cit.*, p. 1 (traduction libre de l'auteur).

5. L. Lessig, *The USA Is Lesterland*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2014.

6. *Ibid.* p. 5-6. Les PAC sont les relais de financement de la vie politique mis en place par les groupes d'intérêt et lobbies.

et 1995 qui, arrivant au Congrès, reçut le conseil suivant : « Toujours penser vert ». Et Byrne d'ajouter que l'allusion à la couleur verte n'avait rien à voir avec l'écologie⁷.

Lessig conclut donc que, dans le contexte de l'histoire et des traditions américaines, « Lesterland » est une corruption. Non pas une corruption criminalisée, mais une corruption légale, qui corrompt les fondements de la République – étant précisé que, par ce terme, les Pères fondateurs entendaient une démocratie représentative, c'est-à-dire un gouvernement dont la branche législative, au premier chef la Chambre des représentants, ne dépend que du peuple. La dérive des institutions tient donc au développement d'une dépendance des membres du Congrès non plus vis-à-vis du peuple, mais des bailleurs de fonds. Il s'agit d'une corruption pathologique, destructrice de la démocratie, parce que dans n'importe quel système où les membres sont tributaires d'une infime fraction pour leur élection, une poignée d'individus peut bloquer toute réforme au moyen d'une économie d'influence.

Citant la fameuse réponse de Benjamin Franklin, lorsque, sortant de la convention constitutionnelle de septembre 1787, une femme lui demanda : « M. Franklin, qu'avez-vous constitué ? », ce à quoi il répondit : « Une République, Madame, si vous parvenez à la conserver ! », Lessig conclut que les Américains ont perdu leur République⁸. Il appelle donc à agir d'urgence pour la récupérer en mettant à leur profit les forces de mobilisation – et de mutualisation de collectes de fonds – de l'internet pour infléchir cette corruption par le jeu démocratique. Compte tenu de son retrait de la campagne des primaires démocrates en novembre 2015, force est de constater qu'il s'agit d'un coup d'épée dans l'eau.

La Cour suprême et la corruption

Pour bien comprendre ce qui est en train de se passer, on ne peut faire l'économie d'une analyse du rôle central joué par la jurisprudence de la Cour Suprême depuis 1976 jusqu'à aujourd'hui. Le livre récent de Zephyr Teachout, *Corruption in America*, en souligne l'extrême importance et la replace dans son contexte historique depuis les Pères fondateurs⁹. Selon Teachout, l'idée de corruption en tant qu'envers de la vertu civique est fondatrice. En effet, l'aventure américaine est née avec la volonté de mettre en place un gouvernement qui tiendrait pour corrompues des actions considérées comme non corrompues en Angleterre et en France. Fidèle à Montesquieu, Teachout voit dans le spectre de la corruption l'élément structurant d'une « grammaire politique » reposant sur un

7. Le vert est la couleur du dollar. *Ibid.*, p. 8.

8. *Ibid.*, p. 77.

9. Z. Teachout, *op. cit.*

attachement émotionnel des gouvernés envers la République et son gouvernement représentatif. Ainsi, pendant deux siècles, la corruption a été contenue plutôt par des règles prophylactiques structurelles – comme l’obligation de déclarer les cadeaux reçus d’un souverain étranger –, mobilisant les affects plus que la raison calculatrice pour fonder l’obéissance aux lois ; et moins par un arsenal répressif imposant par nature de démontrer une intention délictueuse, limitant dès lors la corruption à des comportements pouvant être réprimés pénalement. Or cette idée de corruption comme une perte de l’amour que les citoyens doivent porter à la République et ses lois a cédé le pas à une conception purement transactionnelle, resserrée autour des pots de vins dans les marchés publics. Cette conception légitime le lobbying, dont Teachout nous rappelle qu’il était illicite voire illégal au XIX^e siècle¹⁰, et le marché de l’influence dans les cycles électoraux.

Selon Teachout, la jurisprudence de la Cour Suprême initiée avec *Buckley v. Valeo* en 1976 et entérinée avec *Citizens United* en 2010 a tout simplement éviscéré le terme de corruption de son sens originel pour légaliser un marché de l’influence électorale. Dans *Buckley*, la Cour Suprême avait pour la première fois affirmé qu’en matière électorale, « *money is speech* », faisant ainsi de l’argent un mode d’expression protégé par le premier Amendement. Ainsi, plutôt que de chercher à maintenir l’équilibre entre l’intégrité du processus démocratique et la liberté d’expression, l’arrêt accordait préséance à la liberté d’expression sur le devoir civique de lutter contre la corruption, faisant dire à Teachout qu’avec *Buckley*, le premier amendement, conçu pour protéger le dissensus, est devenu le chas d’aiguille au travers duquel toutes les questions de philosophie politique doivent passer¹¹.

Trente-quatre ans plus tard, dans son arrêt *Citizens United*, la Cour Suprême est allée encore plus loin en décidant : (1) qu’en droit, les personnes morales ont le même droit d’expression que les personnes physiques ; (2) que le plafonnement des dépenses électorales priverait les individus d’un droit à l’information ; et (3) que les contributions non coordonnées [avec les campagnes des candidats] des sociétés commerciales étaient constitutives d’une expression politique protégée par le premier Amendement. Se sentant obligé de motiver l’arrêt sur le terrain de la corruption, le juge Kennedy, auteur de l’opinion de la majorité, a en outre jugé que les contributions destinées à informer les électeurs et à les inciter à voter pour un candidat, ne corrompaient pas les candidats à des fonctions électives. Pour aboutir à cette conclusion et évacuer totalement la conception traditionnelle de la corruption de son champ d’analyse, la Cour a décidé que la définition de la corruption politique serait limitée

10. *Ibid.*, p. 144 et suivantes. De nos jours, la moitié des membres du Congrès américain deviennent lobbyistes après leur mandat électif, comparé à seulement 3 % en 1970. *Ibid.*, p. 246.

11. *Ibid.*, p. 242.

aux « quid pro quo », c'est-à-dire aux situations dans lesquelles quelque chose de valeur est échangé contre l'exercice d'une influence spécifique et identifiable sur une législation ou un règlement. La Cour conclut donc que des contributions indépendantes au soutien de l'expression d'un message politique et appelant à voter en faveur d'un candidat, y compris émanant de sociétés commerciales, ne sont pas constitutives de corruption¹².

Ainsi, en limitant la corruption à des accords spécifiques et en enfermant sa définition dans le « ghetto du droit criminel », la Cour Suprême a légalisé le marché de l'influence et en a même fait un comportement politique désirable. Marquant l'hégémonie incontestée du premier Amendement sur toutes les autres libertés et opérant une dissociation de l'expression, désormais protégée en tant que concept et non plus comme attribut d'un individu capable d'expression, la Cour Suprême a jugé que, puisque le favoritisme et l'influence sont inévitables dans un régime politique fondé sur la représentation, il valait mieux voir en eux des signes de réactivité démocratique¹³.

Gérer l'humain comme une entreprise

En d'autres termes, *Citizens United* constitue un acte solennel de soumission aux forces de l'argent dont la philosophe Wendy Brown a très bien analysé la dimension symbolique¹⁴. Selon Brown, *Citizens United* serait un pas décisif dans la conversion des institutions américaines à la rationalité néolibérale, qu'elle analyse comme une refondation de l'humain sur le modèle de l'entreprise contemporaine. Selon cette rationalité, tout acteur doit se comporter d'une façon visant à maximiser sa valeur en capital dans le présent et à l'augmenter dans l'avenir en se pensant à chaque instant comme un investisseur, faisant ainsi de la concurrence, et non pas de l'échange, le déterminant fondamental de la conduite de toutes les affaires humaines¹⁵. *Citizens United* est de ce point de vue un moment symbolique, compte tenu précisément de la prééminence du premier amendement dans l'histoire constitutionnelle américaine. En effet, selon Brown, en consacrant l'idée que les élections s'inscrivent dans le cadre d'un marché électoral (« *political marketplace* »), l'opinion du juge Kennedy opère une conversion de l'expression en capital, dont le corollaire est l'effacement de la distinction entre personne physique et personne morale en tant que détenteur d'un droit d'expression constitutionnellement protégé. Selon Brown :

12. *Ibid.*, p. 227 et suivantes.

13. *Ibid.*, p. 233 et suivantes.

14. W. Brown, *Undoing the Demos, Neoliberalism's Stealth Revolution*, Cambridge (MA), The MIT Press, 2015.

15. *Ibid.*, p. 22.

« [S]i toutes choses existant dans le monde constituent un marché, et si les marchés néolibéraux consistent seulement en des capitaux de toute taille en concurrence, et si l'expression est le capital du marché électoral, alors l'expression a les mêmes attributs que le capital : elle s'apprécie par des investissements calculés, et elle favorise la valeur de son auteur ou propriétaire. *A contrario*, une fois que l'expression est érigée en capital sur le marché électoral, elle ne peut plus être ni restreinte ni régulée. Elle devient fongible entre les acteurs et les lieux et existe uniquement pour la promotion ou la valorisation des intérêts de son auteur. Partant, les amarres sont définitivement rompues avec les idéaux de liberté, de conscience, d'échange et de conviction. »¹⁶

Non seulement, comme l'énonce Teachout, *Citizens United* a vidé, par une manipulation de la définition de la corruption politique, tout le contenu civique attaché à cette idée en la fondant dans le premier Amendement. Mais en outre, comme le fait remarquer Brown, cette décision a opéré une inféodation de la liberté d'expression à la concurrence comme seul principe régulateur de toutes les affaires humaines.

« *L'oligarchie civile* »

Venant compléter ce sombre portrait, on pourra aussi relever l'analyse très intéressante de Jeffrey Winters dans son livre *Oligarchy*¹⁷. Se fondant sur l'histoire des États-Unis depuis la fin du XIX^e siècle, la thèse de Winters est que les groupes d'intérêts auraient retourné à leur profit les moyens offerts par la démocratie libérale (constitutionnalisme, démocratie représentative, liberté d'expression, liberté d'association, liberté contractuelle, libre échange, etc.) pour faire évoluer les institutions du pays vers ce qu'il nomme une oligarchie civile, reflétant les cas où les oligarques règlent leurs conflits au moyen d'un droit impersonnel. À cette fin, les oligarques auraient mis en place ce que Winters nomme une « *income defense industry* » correspondant à l'industrie du conseil (cabinets d'avocats, professions comptables et d'audit, lobbyistes, etc.) disposant d'un savoir-faire spécialisé pour échapper aux prélèvements dans un système complexe de fiscalité et de régulation. Ce faisant, ils auraient instrumentalisé le droit, fiscal notamment, en le complexifiant démesurément de façon à le rendre incertain, à en augmenter démesurément le coût d'application pour les pouvoirs publics, et partant à le rendre personnalisable et manipulable à condition d'en posséder les moyens¹⁸.

16. *Ibid.*, p. 158.

17. J. Winters, *Oligarchy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

18. *Ibid.*, p. 254 et suivantes. Winters cite en exemple l'augmentation du nombre de pages du *Standard Federal Tax Reporter*, lequel dénombrait 400 pages en 1913, 40 500 en 1995, 60 044 en 2004 et 71 684 en 2010. Le record va au *Dodd Frank Act*

L'originalité de Winters tient à ce qu'il a conçu un outil pour déterminer à partir de quel niveau de concentration de revenus ou de richesse matérielle une personne ou une famille accède au statut d'oligarque, et pour mesurer la différence de pouvoir matériel entre les oligarques et le reste de la population, et entre oligarques eux-mêmes. À partir d'un indice du pouvoir matériel (*Material Power Index*), Winters analyse les asymétries entre foyers américains en termes de pouvoir d'influer sur les choses en fonction de leurs revenus annuels et de leur richesse. Sur la base des revenus déclarés au fisc américain en 2007, Winters montre qu'entre les 90 % de contribuables au bas de l'échelle, représentant 134,8 millions de foyers, et les 1 % les plus fortunés, le coefficient multiplicateur d'influence est de 15. En revanche, le ratio augmente de façon exponentielle à mesure qu'on s'élève au sein des 1 % : de 15 à 32 entre les personnes situées dans les moitiés inférieures et supérieures des 1 % ; de 819 à 10 327 entre les 1 % les plus fortunés des 1 % les plus fortunés et les 400 foyers disposant des revenus les plus élevés¹⁹. Calculé à partir du patrimoine des foyers en 2004, le ratio entre les 90 % les moins fortunés de la population américaine et les 100 foyers les plus riches était de 1 à 59 197 si on incluait les biens immobiliers à usage d'habitation, et de 1 à 108 765 si on les excluait²⁰. Rien que les ratios en termes de revenu montrent que le degré de concentration de pouvoir matériel des 400 Américains les plus riches est équivalent à celui des sénateurs de la République romaine finissante.

Selon Winters, le seuil de concentration de pouvoir faisant d'une personne un oligarque commencerait avec les 10 % au sommet des 1 % de foyers les plus fortunés ou générant les plus hauts revenus. Le critère utilisé par Winters pour qualifier un oligarque est son pouvoir d'achat en termes de services de l'*Income Defense Industry*. L'analyse du scandale de l'évasion fiscale de KPMG a permis de démontrer que les produits destinés à se protéger contre l'imposition coûtent en moyenne 350 000 dollars. Mais cette démarche n'est pas sans risque : plus on paie, plus on s'éloigne du simple contournement de la loi pour s'acheminer vers le pouvoir de se créer sa propre loi, réduisant à néant l'idée d'un espace civique reposant sur l'existence d'une loi commune.

de 2010, dont l'ensemble réglementaire construit autour des 848 pages du texte de loi comptabilisait 631 interventions d'une vingtaine de régulateurs (*regulatory releases*) au 1^{er} juillet 2015, soit un total de 22 096 pages de régulation. Pour en savoir plus : Dodd Frank Progress Report, disponible sur : <www.volckerrule.com>.

R. Beauchard, « Les juristes ont-ils le dernier mot ? La place du droit dans la pensée néo-institutionnelle », in *Obligations, procès et droit savant, Mélanges en hommage à Jean Beauchard*, Paris, LGDJ, 2013, p. 419.

19. Winters, tableau 5.1, p. 215.

20. *Ibid.*, tableau 5.2, p. 217.

Un « système de tribunaux et de partis »

Dans une variante plus wébérienne, Francis Fukuyama explique, dans le second tome de son histoire des systèmes politiques, *Political Order and Political Decay*, que la montée en puissance d'un immense appareil de régulation depuis les années 1960 aurait eu pour effet de repatrimonialiser les institutions politiques américaines à des degrés comparables à ceux de la Chine sous la dynastie Han, de l'Empire ottoman livré au pouvoir des janissaires à partir de la fin du XVIII^e siècle, et de l'absolutisme sous l'ancien régime²¹. Fukuyama attribue la décomposition des institutions politiques américaines à un retour à un « système de tribunaux et de partis », selon lequel le pouvoir judiciaire et la législature auraient usurpé les fonctions propres du pouvoir exécutif, faisant que le fonctionnement du gouvernement dans l'ensemble deviendrait à la fois incohérent et inefficace²². Il allègue que les juges auraient peu à peu judiciarisé les fonctions qui, dans d'autres démocraties, sont assurées par la bureaucratie de la fonction publique, entraînant une explosion de contentieux onéreux, une lenteur des processus de décision et une exécution complètement incohérente des lois. Ainsi, au lieu d'être des moyens de contrôler l'action du gouvernement, les juges seraient devenus des instruments alternatifs pour l'étendre à l'infini.

Fukuyama explique en effet que la préférence américaine pour un modèle « juricentré » – ou « *legalistic* » – et décentralisé, c'est-à-dire impliquant un grand nombre d'acteurs (reprenant l'idée de Laurent Cohen-Tanugi dans son ouvrage de 1985, *Le droit sans l'État*), a fait renaître le phénomène de capture des institutions politiques par des intérêts particuliers endigué à la fin du XIX^e siècle par l'établissement d'une administration fédérale wébérienne sous l'effet notamment du *Pendleton Act* de 1883. Mais à la différence de la corruption directe des législateurs et de la constitution de machines électorales clientélistes, les groupes d'intérêt d'aujourd'hui auraient trouvé des moyens parfaitement légaux de retourner le droit contre lui-même, par le truchement du lobbying et de l'instrumentalisation des tribunaux. Comme l'explique Fukuyama, ces groupes d'intérêts auraient capturé tous les leviers permettant de contrôler la politique fiscale et la dépense publique²³. Ce faisant, ils auraient contribué à faire éclater la dette publique américaine par leur capacité à influencer le budget national en leur faveur²⁴.

21. Fukuyama, *op. cit.*

22. *Ibid.*, p. 470.

23. *Ibid.*, p. 477 et suivantes.

24. La dette nationale américaine s'élève à 18 600 milliards de dollars (cf. <www.treasurydirect.gov>, consulté pour la dernière fois le 8 novembre 2015). Si on y ajoute la dette privée, le total s'élève à plus de 65 000 milliards de dollars (cf. <www.usdebtclock.org>, consulté pour la dernière fois le 8 novembre 2015). Et le montant de la dette non provisionnée des programmes sociaux comme Medicare

La faiblesse du citoyen

L'état des lieux des institutions américaines et l'échec de la campagne de Lessig remettent donc au goût du jour les interrogations d'Hannah Arendt dans son *Essai sur la Révolution* (1963). Faisant écho aux doutes de Jefferson à la fin de son existence et rappelant le Tocqueville plus sombre de la fin de *De la Démocratie en Amérique*, Arendt émettait des doutes sur la capacité des institutions américaines à promouvoir une démocratie durable en raison de l'absence, au moment de leur naissance, d'un système de « républiques élémentaires » - c'est-à-dire de *ward system* selon l'expression de Jefferson, de conseils ou sociétés révolutionnaires pendant la Révolution française, ou de soviets dans la jeune URSS. Selon Arendt et Jefferson, seuls ces organes locaux de démocratie directe pouvaient faire contrepoids à l'inéluctable corruption des institutions provenant non pas du déchaînement des intérêts des gouvernants, mais de la corruption des gouvernants par le peuple, auquel les institutions de la démocratie représentative telles qu'on les connaît, ont donné tout le pouvoir, « sans leur donner la possibilité d'être républicains et d'agir en citoyens ». En d'autres termes, disait Arendt, « le danger provenait de ce que tout pouvoir avait été donné aux individus dans leur sphère privée et qu'aucun espace n'avait été constitué pour leur permettre de se comporter en citoyens²⁵ ». Reste à voir, dans un second temps, comment se manifeste la réalisation de la prophétie d'Arendt et de Jefferson sur la classe moyenne américaine.

et Social Security s'élèverait à 100 000 milliards de dollars. Voir E. Tétreau, *20 000 milliards de dollars*, Paris, Grasset, 2010.

25. H. Arendt, *On Revolution*, Londres, Penguin, 2006, p. 253.

L'érosion de la classe moyenne

Si le thème de la corruption de la vie politique n'a pas la place qu'il mérite dans la campagne, son effet principal, celui des inégalités, est omniprésent, comme le démontre la déclaration commune de Marco Rubio, Ted Cruz et Rand Paul, lors d'une conférence en janvier 2015, au cours de laquelle ils reprenaient la formule des 1 %²⁶. C'est sur ce sujet que le mouvement *Occupy Wall Street* (OWS), malgré son démantèlement, est une réussite. En effet, plus personne ne peut nier que les quatre dernières décennies ont conduit à une concentration de la richesse entre les mains d'une infime partie de la population, au point qu'il ne peut plus être question d'une patrie commune entre le banquier de Wall Street et l'immigrant du Honduras ou du Salvador et que, chose beaucoup plus grave, la classe moyenne a fondu au point de ne plus représenter qu'une moitié de la population²⁷.

Les élections triangulaires de 1992

Le paysage de 2016 rappelle dans une certaine mesure celui de 1992, année de la dernière montée de candidats « populistes ». Comme en 1992, les États-Unis font face à des difficultés budgétaires gigantesques, à des interrogations sur la mobilité sociale, à une intensification de la politique libre-échangiste, à des émeutes raciales à Ferguson et à Baltimore entre autres – qui ne sont pas sans rappeler celles de 1992 à Los Angeles –, à une montée de la criminalité violente malgré des niveaux d'incarcération jamais vus dans l'histoire de l'humanité et même à une vague de politiquement correct sur les campus qui rappelle les mouvements de la fin des années 1980 et le début des années 1990²⁸. Comme en 1992, un milliardaire étrangement télégénique enflamme la campagne sur une posture de mépris des règles et des procédures de la démocratie

26. N. Scheiber, "2016 Hopeful and Wealthy Are Aligned on Inequality", *New York Times*, 29 mars 2015.

27. Le *Financial Times* vient de publier une série d'articles sous le titre "America's Middle Class Meltdown" à la suite d'une enquête de l'institut Pew qui révèle que la classe moyenne, définie comme les foyers ayant un revenu annuel compris entre 42 000 et 126 000 \$ en dollars de 2014, est passée de 61 % en 1960 à moins de 50 %. L'étude révèle en outre qu'un américain sur 10 est soit très riche, soit très pauvre. Voir "Changing Fortunes", *Financial Times*, 10 décembre 2015.

28. "The Coddling of the American Mind", *The Atlantic*, août 2015 ; E. Luce, "Liberal Intolerance", *Financial Times*, 30 novembre 2015.

représentative, tirant ses titres à gouverner de sa richesse et de ses prouesses managériales²⁹, cependant qu'une personne portant le nom de Clinton est la probable candidate du Parti démocrate. En revanche, tranchant avec le climat de 1992, les États-Unis voient leur statut de superpuissance contesté par un rival sérieux qui est aussi leur principal créancier, la Chine ; et l'élection intervient dans un climat d'insécurité internationale inédit qui tranche avec la *Pax Americana* de 1992. Par ailleurs, plusieurs décennies de désengagement de l'État ont conduit à un sous-développement du territoire dont témoigne l'état calamiteux des réseaux routiers, électriques et même numériques³⁰. Ces circonstances nouvelles contribuent à augmenter encore le climat anxigène dans lequel la campagne se déroule.

Comme en 1992, le principal enjeu de cette élection et des années à venir est de savoir quelle idée de l'avenir va être proposée à une classe moyenne désespérée par une Amérique qui n'est plus ouverte ni au travail ni au talent. En 1992, son désarroi coïncidait avec les soubresauts de la politique économique de Reagan et les crises à répétition qui ont caractérisé les années 1987 à 1991³¹. C'est dans ce contexte, en partie masqué par la victoire dans la première guerre du Golfe, qu'un malaise avait commencé à se manifester dans les rangs de la classe moyenne. Ce dernier s'était cristallisé au moment de l'élection de 1992 dans le rejet du président, George H. Bush. Pourtant président sortant, celui-ci avait même été contraint à une primaire dans son propre camp contre le très conservateur Pat Buchanan, qui faillit remporter la primaire du New Hampshire. Dans la foulée, le milliardaire texan Ross Perot avait réalisé la meilleure prestation d'un candidat indépendant depuis Théodore Roosevelt en 1912, posant à l'opinion publique les questions essentielles, irrésolues depuis, du déficit et de l'aggravation de la décadence industrielle³². Au final, saisissant l'aubaine, c'est le

29. E. Luce, "Trump, I Know How to Win", *Financial Times*, 6 novembre 2015 et "Trump, Presidential Hopeful", *Financial Times*, 24 juillet 2015.

30. G. Tett, "A Bumpy Ride for New York Riders", *Financial Times*, 10 avril 2015 et H. Juvin, *Le mur de l'Ouest n'est pas tombé*, Éditions Pierre Guillaume De Roux, 2015, p. 60. Il n'est sans doute pas de meilleur exemple des effets de la financiarisation que le décalage entre les infrastructures dont bénéficient le public et la construction pharaonique d'un câble reliant en ligne droite les ordinateurs du NYSE dans le New Jersey à ceux du marché des futures de Chicago sur une distance de 1330 km, de façon à réduire le temps de transfert des ordres de 18 millisecondes avec l'ancien câble à 13 millisecondes avec le nouveau. Voir M. Lewis, *Flash Boys*, New York, Norton, 2014.

31. La récession de 1990-1991 trouvait son origine dans les ralentissements des marchés financiers et immobiliers consécutifs à la crise des caisses d'épargne (*savings and loans*), elle-même consécutive à la période des *junk bonds* (obligations pourries) et du krach de 1987.

32. Le thème principal de campagne de Perot était son opposition aux accords de l'Alena, avec son célèbre slogan de « l'énorme bruit d'aspiration des emplois partant au sud de la frontière » ("*giant sucking sound of jobs moving South*"). Il est intéressant, rétrospectivement, de noter que la Chine était totalement absente des inquiétudes de Perot.

candidat démocrate, Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas rural, qui avait remporté une élection sans mandat clair grâce à des slogans percutants (« *jobs, jobs, jobs* » et « *It's the economy, stupid* ») et une promesse de réforme de l'assurance-maladie.

L'élection de 1992 devait marquer une intensification de la financiarisation du capitalisme par l'augmentation exponentielle de l'endettement privé des ménages américains sous un gouvernement démocrate, rendu possible par la suppression de toutes les règles prudentielles, et notamment de la prohibition de l'usure, au cours des quinze années précédentes³³. Ainsi Clinton, président élu au terme d'une élection caractérisée par une profonde inquiétude des Américains, a-t-il présidé à la période de dérégulation financière la plus intense de l'histoire culminant avec l'abrogation en 1999 du Glass Steagall Act³⁴. En ouvrant en grand les vannes du crédit, il parvint paradoxalement à donner à une classe moyenne aux revenus en stagnation depuis le premier choc pétrolier l'illusion d'une prospérité retrouvée. En adoptant la politique de la fuite en avant par le choix de davantage de financiarisation, la présidence Clinton devait intensifier les causes pressenties en 1991 de ce que Robert Reich a nommé le « *middle class squeeze* », dont la crise de 2007-2008, trouvant son origine dans l'endettement des ménages américains, a montré que les mécanismes compensatoires sont épuisés³⁵. C'est cette addition, salée, d'une occasion manquée d'alternance en 1992, qui se présente aux candidats aux élections de 2016. Celle-ci intervient dans un climat autrement plus délétère et s'accompagne d'une relance des grands projets d'accords de libre-échange du type de l'Aléna, avec le Partenariat TransPacifique (TPP) et le Traité d'investissement et de commerce transatlantique (TTIP).

La déception des électeurs de 2008

L'élection se présente en outre huit ans après une autre fenêtre d'opportunité pour un retournement de la politique en faveur de la classe moyenne, au moment de l'élection de 2008. Pour bien prendre

33. En fait, c'est un arrêt de la Cour Suprême de 1978, *Marquette National Bank v. First of Omaha Service Corp* (439 U.S. 299), qui marque le coup d'envoi de la dérégulation. Jugeant que le taux d'usure applicable aux opérations d'une banque opérant nationalement est celui de la loi de son État d'origine, l'arrêt a créé une incitation pour les établissements financiers à s'établir dans les États les moins-disants, lesquels se lancèrent, le Dakota du Sud le premier, dans une vague de dérégulation compétitive aboutissant à l'abrogation de la prohibition de l'usure, entérinée au niveau fédéral par le *Depository Institutions Deregulation and Monetary Control Act* (DIDMCA) de 1980.

34. Loi de 1933 déclarant l'incompatibilité entre les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement.

35. Les deux précédents mécanismes compensatoires étaient la baisse des prix à la consommation entraînée par la délocalisation dans des pays à main-d'œuvre à bas coût et l'entrée massive des femmes sur le marché de l'emploi.

la mesure des espoirs déçus de la présidence Obama, l'anthropologue David Graeber, impliqué dans le mouvement *Occupy* nous offre une analyse décapante. Selon lui, la victoire d'Obama en 2008, au temps fort de la plus grave crise financière depuis la grande dépression, tenait d'une part à l'effondrement d'une base républicaine démotivée et d'autre part à la mobilisation d'une vague de jeunes électeurs espérant des changements radicaux en termes de définanciarisation de l'économie. Lorsque ces changements ne se produisirent pas et que la crise continua, le vote jeune et progressif s'effondra pour céder la place à une remobilisation au sein de la classe moyenne d'électeurs plus âgés demandant des réformes encore plus radicales venues cette fois-ci de la droite, expliquant ainsi la correction électorale infligée aux démocrates aux élections de mi-mandat de 2010³⁶.

C'est à l'aune de la radicalité du candidat de 2008 et de ces espoirs déçus qu'il faut juger les deux mandats d'Obama. Ainsi en est-il de sa réforme de l'assurance-maladie, inspirée des propositions de la très conservatrice Fondation *Heritage* et expérimentée par Mitt Romney dans l'État du Massachusetts : Obamacare ne règle nullement le problème majeur du coût exorbitant des prestations qui font que les États-Unis ont le taux de dépenses de santé par rapport au PIB le plus élevé du monde en dépit d'une couverture inique³⁷ et de programmes non provisionnés³⁸ ; de son incapacité à changer quoi que ce soit dans le secteur de la finance (sauf à augmenter démesurément le nombre de pages de régulation pour le plus grand plaisir des experts en contournement de la loi) ; de la croissance sans précédent d'oligopoles du numérique fonctionnant sur le modèle de la « disruption » ; de l'omni-surveillance révélée par les déclarations d'Edward Snowden ; de l'influence de l'argent en politique ; de l'inflation incontrôlable du coût de l'enseignement supérieur ; de l'incarcération de masse³⁹ ; et d'un monde de plus en plus instable dans lequel les États-Unis, sonnés par l'*hubris* des années Bush, sont à la fois omniprésents et inaudibles.

36. D. Graeber, *The Democracy Project, A History, A Crisis, A Movement*, New York, Spiegel & Grau, 2013, p. 91 et suivantes (traduit en français : *Comme si nous étions déjà libres*, Montréal, Lux Éditeur, 2014).

37. À titre d'exemple, la cotisation mensuelle de l'auteur de la présente note pour une famille de quatre personnes avec une franchise annuelle de 6 000 \$ vient de passer de 781 \$ à 921 \$.

38. La dette non provisionnée du seul programme Medicare s'élèverait à 27 500 milliards de dollars fins 2015 (cf. <www.usdebtclock.org>). F. Pirolo, « Comment expliquer le paradoxe des dépenses de santé aux États-Unis », *Économie matin.fr*, 21 octobre 2015.

39. Le taux d'incarcération, qui avoisine 700-100 000, est le plus élevé de l'histoire de l'humanité, touchant de façon disproportionnée la population noire (un jeune homme noir sur trois entre les âges de 18 et 35 ans est incarcéré). Voir J. Rakoff, "Mass Incarceration: The Silence of the Judges", *New York Review of Books*, mai 2015 ; T-N. Coates, "The Black Family in the Age of Incarceration", *The Atlantic*, octobre 2015.

Les jeunes Américains espéraient une créativité et une audace au moins comparables à celles de Roosevelt au moment de son arrivée au pouvoir en 1932. Ils se retrouvent face à un système inchangé, endettés, sous-employés ou employés dans ce que David Graeber appelle des « *bullshit jobs*⁴⁰ », réduits à observer la relégation du travail au rang d'un vulgaire atavisme. Et signe des temps, même la technologie ne présage plus de lendemains qui chantent, comme en témoigne l'attribution cette année du prix du meilleur *Business Book* du *Financial Times* à l'essai dystopique de Martin Ford, *The Rise of the Robots*, qui prévoit, pour les Américains et le monde, une croissance sans emploi et une concentration encore plus grande des produits de la croissance générée par la robotisation entre les mains d'une infime partie de la population⁴¹.

Quelles perspectives pour l'emploi ?

C'est précisément le thème du travail qui est sans aucun doute à la fois le plus central et le plus préoccupant. Le contrat social américain peut être résumé par un extrait du discours de victoire d'Obama en 2012 : « Je crois que nous sommes capables de tenir la promesse de nos Fondateurs, cette idée que si vous avez la volonté de travailler dur, peu importe qui vous êtes ou d'où vous venez ou votre apparence ou qui vous aimez. Peu importe que vous soyez noir ou blanc, ou hispanique ou asiatique, ou amérindien ou jeune, ou vieux ou riche ou pauvre, en bonne santé, handicapé, gay ou hétérosexuel, vous pouvez réussir ici en Amérique si vous avez la volonté d'essayer. » Les propos récents de Torrey Easler, pasteur baptiste de la ville d'Eden en Caroline du Nord en disent long sur la désillusion qui règne à la fin de la présidence Obama : « Le vieux rêve américain était de posséder une maison et deux automobiles. Le nouveau est d'avoir un boulot. »⁴²

Ces mots prennent toute leur signification au regard d'une histoire des États-Unis tout entière scandée par des crises causées par la destruction créatrice, sur le rapport des Américains au travail et à la propriété de ses fruits. En effet, comme le relate Christopher Lasch dans *Le seul et vrai paradis* (2006), toutes les luttes du XIX^e siècle ont tourné autour de la menace que faisaient peser d'abord l'esclavage puis la généralisation du salariat dans des groupes industriels de plus en plus gigantesques, sur l'indépendance personnelle que conférait la propriété des moyens de productions⁴³.

40. D. Graeber, "On the Phenomenon of Bullshit Jobs", *Strikemag.org*, 17 août 2013.

41. M. Ford, *Rise of the Robots. Technology and the Threat of a Jobless Future*, New York, Basic Books, 2015.

42. S. Donnan & S. Fleming, "Fifth of US Adults Live In or on Edge of Poverty", *Financial Times*, 12 décembre 2015.

43. C. Lasch, *Le seul et vrai paradis, Une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Paris, Flammarion, 2006.

La période actuelle, qui clôt le complet démantèlement du compromis fordiste, n'y fait pas exception. Sauf que, précisément en raison de la corruption des institutions, les choix proposés aux Américains semblent se limiter à une cure de tranquillisants incarnée par Hillary Clinton et une cure d'agitation incarnée par Trump. Cependant, aucune des deux solutions ne s'aventure à poser la question fondamentale des niveaux d'endettement excessifs de la classe moyenne au moment où disparaît le travail salarié. Bien au contraire, Trump, qui capitalise sur sa seule *success story* et ses prouesses managériales pour convaincre les Américains qu'il peut les faire renouer avec la mobilité sociale, a réussi à rediriger l'attention, grâce à la prédilection malsaine des médias pour le sensationnel et le grandiloquent, sur les craintes sécuritaires associées à la figure de l'immigrant, puis depuis les attentats de Paris de novembre 2015, sur les musulmans⁴⁴.

L'année 2016 se jouera donc dans un climat de prise de conscience aiguë de la profonde transformation du système de classes aux États-Unis survenue au cours de plusieurs décennies, et que désignent assez bien les expressions couramment employées d'« érosion », voire de « disparition » de la classe moyenne. Cette tendance lourde a connu une forte accélération avec la « grande récession » entamée en 2008 et que David Graeber illustre avec deux statistiques de 2011. Relevant qu'un Américain sur sept était poursuivi par une agence de recouvrement et que, selon un sondage d'opinion, seulement 45 % des Américains disaient appartenir à la classe moyenne, Graeber explique que ces deux statistiques sont liées⁴⁵. En effet, selon lui, la classe moyenne n'est pas tant une catégorie économique caractérisée par un niveau de revenus qu'un sentiment de stabilité et de sécurité émanant de la certitude que « peu importe ce que vous pensez des politiciens, les institutions les plus courantes, comme la police, le système d'éducation, les hôpitaux et même les compagnies de crédit, sont fondamentalement de votre côté⁴⁶ ». Selon Graeber, l'érosion de la classe moyenne procéderait donc moins d'une baisse générale des niveaux de revenus que de la généralisation d'un « rapport malsain » entre les structures institutionnelles et les citoyens qu'elles devraient servir. Ainsi, relève

44. Dans un article récent de *The Atlantic*, David Frum, qui fut un temps une des plumes de George W. Bush, fait une analyse très juste du succès durable de Trump, qui est le seul candidat républicain à avoir saisi que la classe moyenne veut être protégée. Selon Frum, c'est l'insécurité économique croissante dans laquelle vit la classe moyenne qui nourrit la crainte de l'étranger, et le phénomène de Trump serait très largement fonction d'une mauvaise interprétation de la part des principaux bailleurs de fonds des candidats républicains que le Tea Party n'est pas un mouvement en faveur de l'agenda d'ouverture à tous les vents de la mondialisation défendu dans les éditoriaux du Wall Street Journal. Ceci se vérifie du reste dans la campagne agressive des frères Koch contre Trump, "The Great Republican Revolt", *The Atlantic*, janvier-février 2016.

45. D. Graeber, *The Democracy Project: A History, a Crisis, a Movement*, op. cit., p. xxi.

46. *Ibid.*

Graeber, « [p]our un nombre grandissant d'Américains, ces structures incarnent des forces obscures et hostiles ».

Un surendettement orchestré

Graeber attribue la cause de ce rapport malsain entre citoyens et institutions à la financiarisation du capitalisme, qu'il définit comme la collusion entre le gouvernement et les institutions financières pour veiller à ce qu'un nombre toujours croissant de citoyens s'enfonce toujours plus dans l'endettement⁴⁷. Et Graeber de dresser un inventaire partiel des manifestations de cette collusion :

« On impose de nouvelles exigences universitaires pour des emplois en pharmacie et en soins infirmiers, ce qui oblige les étudiants à demander des prêts financés par l'État, et du coup, on s'assure qu'une part des salaires qu'ils gagneront reviendra directement aux banques. La collusion entre les conseillers financiers de Wall Street et les politiciens locaux acculent à la faillite ou la quasi-faillite les municipalités qui, de leur côté, poussent leurs policiers à renforcer substantiellement l'application des règlements sur la propreté et l'entretien auprès des propriétaires, et font ainsi monter le flot de contraventions et donc les revenus qui serviront à rembourser les banques. Dans tous les cas, une part des profits sera réacheminée vers les politiciens, par l'entremise des lobbyistes et des PAC. À mesure que la fonction des administrations locales se transforme en mécanisme d'extraction financière et que le gouvernement fédéral considère ouvertement comme son devoir de maintenir le cours des actions élevé et de faire affluer l'argent vers les détenteurs d'instruments financiers (en plus de s'assurer qu'aucune grande institution financière, peu importe son comportement, ne puisse faire faillite), la différence réelle entre le pouvoir des finances et celui de l'État s'embrouille un peu plus chaque jour. »⁴⁸

Il faut ainsi analyser le mouvement *Occupy Wall Street* comme la révolte d'une partie de la classe moyenne contre cette

47. *Ibid.*, p. 17-18.

48. *Ibid.* Dans un complément à ce récit dans son dernier livre, *Bureaucratie*, Graeber analyse la façon dont la financiarisation se manifeste par la mise en place d'une « utopie bureaucratique » coproduite par une seule bureaucratie combinant les intérêts publics et privés pour le profit des plus puissants qui en maîtrisent les codes et l'orientent à leur guise. Par exemple, Graeber rapporte que 70 % des revenus de J.-P. Morgan proviennent de frais et de pénalités appliqués aux clients. La complexité bureaucratique croissante de toute l'activité humaine fait en sorte que, désormais, « tout le monde doit être agent d'assurance, comptable et réaliser de plus en plus de tâches qui autrefois étaient confiées à d'autres ». Or selon Graeber, non seulement le Parti démocrate se désintéresse de ces causes de détresse, mais pire, encore, il participe activement à l'intensification de la contrainte bureaucratique sur la majorité de la population en même temps qu'il en confère de plus en plus le contrôle aux plus riches. Le privilège aujourd'hui consiste à pouvoir échapper au contrôle bureaucratique en le redirigeant à son profit vers les moins bien dotés. Voir D. Graeber, *Bureaucratie*, Paris, Éditions Les liens qui libèrent, 2015.

logique extractive. Ce sont en effet ces électeurs d'Obama, qui avaient « tout bien fait » selon les prescriptions du nouveau capitalisme, qui se sont mobilisés dans le mouvement OWS. Graeber rappelle d'ailleurs que le mouvement était avant tout dirigé contre la pression croissante causée par la dette étudiante. Les griefs des *occupiers* s'exprimaient ainsi : « J'ai fait tout ce que j'étais censé faire. J'ai travaillé dur, j'ai étudié dur, je suis allé à l'université. Maintenant, je suis chômeur, sans perspective, et avec 50 000 à 80 000 dollars de dettes⁴⁹ ». À l'image de cette jeune femme dont parle Graeber rencontrée dans une librairie « radicale », qui avait réussi à soutenir son doctorat en littérature de la Renaissance dans une université prestigieuse de la *Ivy League*. Pour tout résultat, elle avait accumulé 80 000 dollars de dettes sans aucun espoir d'emploi autre qu'un poste de professeur adjoint, dont la paie ne permettait même pas de couvrir son loyer. Pour pouvoir payer ses dettes, la jeune femme s'était résolue, comme nombre de jeunes femmes de son âge dans la même situation, à devenir *escort girl*, vendant son corps aux professionnels de la finance⁵⁰. Cette femme « en était concrètement réduite à une situation où la seule façon pour elle de rembourser ses emprunts était de travailler à satisfaire les fantasmes sexuels des mêmes personnes qui lui avaient prêté l'argent, ces employés des banques renflouées [après la crise] par l'argent des impôts payés par sa famille⁵¹ ».

La situation de leurs aînés tout aussi surendettés n'est guère plus enviable. En témoigne un article récent de Martin Wolf dans le *Financial Times*, qui relève qu'en 2014, 12 % des hommes de 25 à 54 ans ne sont ni employés, ni en recherche d'emploi, contre 8 % au Royaume-Uni, 7 % en France et en Allemagne, et 4 % au Japon. Et 26 % de femmes de la même catégorie d'âge se trouvent dans la même situation, soit à peu près le même taux qu'au Japon et dépassé seulement par l'Italie. Les États-Unis réalisent même l'exploit d'être le seul pays du G7 où la participation des femmes à l'emploi, en constante progression jusqu'en 2000, a reculé depuis lors⁵². Et pour ajouter encore à ces maux, une étude récente menée par Anne Case et Angus Deaton, lauréat du prix Nobel d'économie 2015, met en exergue une montée très significative de la mortalité des hommes blancs de 45 à 54 ans, avec un contraste important entre les plus riches, dont l'espérance de vie continue d'augmenter,

49. D. Graeber, « À propos du respect des règles du jeu, le singulier succès d'Occupy Wall Street », 30 octobre 2011.

50. Graeber fait état d'une discussion avec le gérant d'un site de rencontre entre des « *sugar daddies* » et des étudiants prêts à vendre leurs corps pour rembourser leurs emprunts, annonçant avoir 280 000 étudiants inscrits. D. Graeber, *The Democracy Project*, op. cit., p. 67-68.

51. *Ibid.*

52. M. Wolf, « America's Labour Market is Not Working », *Financial Times*, 4 novembre 2015.

et les autres, victimes d'une montée spectaculaire du nombre de suicides, de cirrhoses et d'overdoses d'héroïne et d'opiacés⁵³.

Déjà, avant la crise, Barbara Ehrenreich avait analysé les effets psychologiques de près de trois décennies de capitalisme financiarisé sur les travailleurs non qualifiés et les cadres dans deux livres d'enquête, *L'Amérique pauvre*, et *On achève bien les cadres*⁵⁴. Il n'est d'ailleurs sans doute pas fortuit que le premier, un best-seller paru en 2001, fasse l'objet d'un engouement surprenant en librairie cette année alors que la dernière réédition de l'ouvrage date de 2011. Dans ce livre, rédigé sur la base d'une enquête réalisée incognito ("*undercover*") au cours de laquelle elle a occupé divers emplois non qualifiés⁵⁵, Ehrenreich relate le désespoir de toute une population exclue du rêve américain, devant affronter les affres du surendettement, de la précarité et de la pauvreté. Pour souligner que les choses ont encore profondément empiré depuis lors, Ehrenreich écrit, dans la préface de l'édition de 2011 parue à l'occasion du dixième anniversaire de l'ouvrage, que les souffrances observées en 2000 l'ont été à une époque faste où les emplois, même mal rémunérés, étaient abondants. Dix ans plus tard, la plupart de ces emplois ont disparu et une concurrence féroce s'exerce pour occuper ceux qui restent, de sorte que, si elle avait voulu reproduire l'expérience, elle ne l'aurait pas pu, car elle n'aurait certainement jamais pu être recrutée⁵⁶.

C'est précisément ce qui s'est produit dans sa seconde enquête, *On achève bien les cadres*, qui est le récit de sa quête infructueuse d'un emploi qualifié dans une entreprise offrant une assurance-maladie. Elle y décrit avec humour et compassion le sort des cadres américains connaissant la mobilité sociale à rebours lesquels, jugés trop âgés ou trop chers après des années de bons et loyaux services, subissent les délocalisations et les compressions d'effectifs. Le livre suit le parcours de ces cadres, qui ne savent pas encore, ou ne veulent pas l'admettre, qu'ils ont rejoint la prison du sous-emploi et du déclassement - et leur antichambre numérique, la prison algorithmique⁵⁷ -, et deviennent ensuite les proies de l'« indu-

53. A. Deaton et A. Case, "Rising Morbidity and Mortality in Midlife Among White Non-Hispanic Americans in the 21st Century", *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States*, 2015 ; B. Ehrenreich, "White Working-Class Longevity Drops Along With White Privilege", *Los Angeles Times*, 1^{er} décembre 2015 ; P. Krugman, "Despair, American Style", *New York Times*, 9 novembre 2015.

54. B. Ehrenreich, *L'Amérique pauvre : comment ne pas survivre en travaillant*, Éditions 10/18, 2004 ; B. Ehrenreich, *On achève bien les cadres. L'envers du rêve américain*, Paris, Grasset, 2007.

55. À la manière du *Quai de Ouistreham*, de Florence Aunenas (Éditions de l'Olivier, 2010).

56. B. Ehrenreich, *Nickel et Dimed*, New York, Henry Holt & Co., 2008.

57. Le concept de prison algorithmique fait référence à ces multiples mécanismes de collecte et de traitement de données utilisés par les départements des ressources humaines des grands groupes, les assureurs, les administrations, les gérants d'appartements en location, voire les particuliers, pour exclure une partie de plus importante d'individus jugés à risques, de l'accès à des biens essentiels (emploi,

strie de la transition » qui vient les délester de leurs dernières économies ou plus vraisemblablement les pousser encore davantage à s'endetter. Cette industrie est composée d'une multitude de coaches et consultants que l'on croirait tout droit sortis du bestiaire du charlatanisme des albums de Lucky Luke. Ainsi est-il offert à ces misérables cadres déchus toute une palette de conseils, de tests de personnalité, de forums de *networking* et séminaires dans des salles sans fenêtre, au cours desquels ils apprennent à refaçonner leur personnalité selon les standards du « *corporate world* », c'est-à-dire un mélange d'optimisme et de soumission, à constamment réécrire leur CV, à apprendre à manier le jargon (chômage est à proscrire, il faut dire « transition »), voire à se relooker. La stratégie des P.T. Barnum de la transition consiste à culpabiliser les cadres en pleine détresse pour mieux les ponctionner, à leur répéter inlassablement que la cause de leur échec à survivre dans le monde de l'entreprise et à trouver un nouvel emploi n'est imputable qu'à leur négativité passée et leur ressentiment présent, à leur manque d'investissement complet dans leur entreprise et dans l'éradication de leurs passions tristes et, partant, à leur inadaptation au monde du travail. Plus fondamentalement, Ehrenreich expose que l'industrie de la transition contribue à rendre inaudible la critique d'un capitalisme qui exige la servilité d'individus placés dans un état perpétuel de vulnérabilité par leur endettement.

Allant dans le sens des observations de Graeber à propos des militants de OWS, la principale leçon de l'enquête de *On achève bien les cadres* est que, contrairement aux hommes et aux femmes de *L'Amérique pauvre*, lesquels sont, dans l'imaginaire calviniste américain, perçus en quelque sorte comme responsables de leur condition, les cadres rejetés se sont conformés à la lettre à toutes les prescriptions sans lesquelles le capitalisme financiarisé s'effondre : ils se sont endettés pour aller à l'université ; ils ont fait fonctionner l'économie américaine en achetant à crédit maisons, voitures, télévisions à écran plat et gadgets électroniques, voyages proposés par les *tours operators*, etc. Et ils ont accepté de travailler 60 heures par semaine pour satisfaire les demandes toujours plus déraisonnables du « capital impatient⁵⁸ ». Mais ils se retrouvent en ruine, au propre comme au figuré, et livrés en pâture aux faux prophètes de la transition chargés de tuer dans l'œuf toute velléité à l'action réformatrice en les culpabilisant pour leur exclusion.

logement, assurance, prestations sociales, quartier, etc.). Voir B. Davidow, "Welcome to Algorithmic Prison", *The Atlantic*, 20 février 2014.

58. L'expression revient à Richard Sennett dans *La culture du nouveau capitalisme*, Paris, Hachette, 2012.

Tea Party et Occupy Wall Street, même combat en 2016 ?

Le grand problème de la classe moyenne est que les porte-parole de son malaise sont divisés selon une ligne de fracture que résume très bien Graeber :

« La base populaire du Tea Party a toujours été composée de Républicains blancs d'une cinquantaine d'années, résidant dans des banlieues, avec de faibles moyens économiques, anti-intellectuels, terrifiés par le changement social – pour l'essentiel par crainte de voir ce qu'ils considèrent être l'un de leurs derniers restes de privilège (au fond, le fait qu'ils soient blancs) ne soit remis en cause. Par opposition, le cœur d'OWS est un mouvement de jeunes qui regardent vers l'avant, un simple groupe de gens qui regardent vers l'avant et qui ont été stoppés brutalement sur leur chemin, aux origines diverses, mais avec une part significative de gens issus de la classe ouvrière ; dont le trait commun principal est qu'ils ont un très haut niveau d'éducation. »⁵⁹

La fracture démographique est aussi une fracture idéologique. Ainsi le Tea Party est-il adossé aux recettes de la nouvelle droite, celle de Goldwater et de Reagan, qu'avait si bien analysées Christopher Lasch. Il expliquait que « [l']attrait idéologique de la nouvelle droite dépendait de sa capacité, non seulement à mettre en avant les questions de société aux dépens des enjeux économiques, mais à diriger le ressentiment « petit bourgeois » à l'endroit des riches vers une « nouvelle classe » parasitaire constituée par des spécialistes de la résolution des problèmes et des relativistes moraux ». Paraphrasant un journaliste de la *National Review*, Lasch explique que le message de la nouvelle droite appelait les « producteurs de l'Amérique » à se mobiliser autour de leur « intérêt économique commun » pour « limiter le développement de cette nouvelle classe non productive, rapace »⁶⁰. Ainsi, concluait Lasch, le grand génie de la nouvelle droite était d'avoir retourné à son profit « les classifications sociales imprégnées de la tradition populiste – producteurs et parasites- et à les mettre au service de programmes sociaux et politiques directement opposés à tout ce que le populisme avait toujours signifié⁶¹ ». Or pour les sympathisants du Tea Party, les

59. D. Graeber, *À propos du respect des règles du jeu*, op. cit.

60. C. Lasch, op. cit., p. 628.

61. *Ibid.*, p. 628-629. Une remarque terminologique s'impose au sujet de l'emploi, par Lasch, du terme de populisme, dont il se réclamait lui-même. Lorsque Lasch employait ce terme, il faisait référence à toute une tradition de « radicalisme

radicaux du mouvement *Occupy* représentent encore davantage l'expression de cette classe parasitaire et improductive que les candidats de l'establishment comme Jeb Bush et Hillary Clinton. Non sans une certaine ironie, il est possible que cette logique du mouvement conservateur, de Goldwater à nos jours, conduite à faire de Trump, le Berlusconi américain, le candidat du Parti républicain, où l'on voit que ce type de populisme fondé sur un retournement de l'éthique du producteur contre elle-même est tout à fait soluble dans le managérialisme le plus abscons et le plus caricatural⁶².

À l'opposé, les déçus d'Obama cristallisés dans des initiatives comme *Occupy* ne croient plus dans les machines électorales depuis les trahisons successives d'Obama après son élection et des soutiens situés à la gauche du parti démocrate, comme MoveOn ou Rebuild the Dream, fondé par un ancien membre de l'administration Obama en 2011 dans l'espoir de récupérer le mouvement pour en faire un Tea Party de gauche. Cette partie de l'électorat sera donc difficile à mobiliser, voire impossible pour Clinton. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la stratégie poursuivie par Bernie Sanders lorsque celui-ci s'est autoproclamé « socialiste » ce qui, contrairement aux idées reçues, n'est pas étranger à son relatif succès. Il est certain que Sanders lorgnait du côté des activistes d'*Occupy*. Il avait eu vent des résultats de deux études d'opinion conduites l'une juste après l'élection d'Obama en 2008, et l'autre en avril 2011, demandant aux Américains quel système économique ils préféreraient entre le capitalisme ou le socialisme. En 2008, 15 % des sondés s'étaient prononcés pour le socialisme. En 2011, cette proportion avait atteint 20 %. Mais l'enseignement le plus significatif de ce sondage concerne la classe d'âge 15/25 ans, dans laquelle seuls 37 % disaient préférer le capitalisme, contre 33 % en faveur du socialisme, les 30 % restant ne se prononçant pas⁶³. Ainsi, deux tiers des jeunes Américains envisageraient le cas échéant de vivre dans un système qui ne serait pas le capitalisme. Ça donne à réfléchir ! Deux tiers, c'est précisément la proportion de la jeunesse qui avait préféré Obama à McCain en 2008, et qui a si cruellement fait défaut au Parti démocrate lors des élections de mi-mandat de 2010 et de 2014.

plébéien » de la petite bourgeoisie américaine, dont le dénominateur commun est que ses représentants ont toujours posé la question politique refoulée des XIX^e et XX^e siècles : l'abandon de ce fondement matériel de la vertu civique qu'était la propriété des moyens de production annonçait-il vraiment des temps meilleurs ?

62. Il est à cet égard tout à fait intéressant que Trump, dont l'un des livres de chevet est l'ouvrage de Dale Carnegie (*Comment se faire des amis et influencer les gens*, Paris, Hachette, 1936), fréquentait avec son père l'église de Norman Vincent Peale, l'auteur de *La puissance de la pensée positive* (Paris, Marabout, 1952) et le promoteur d'une théologie totalement séparée de l'idée de péché et de culpabilité prônant la poursuite de la prospérité matérielle comme le signe de l'élection divine.

63. Voir <www.huffingtonpost.com>. Un sondage du mois d'octobre révèle que 49 % des sympathisants démocrates ont une opinion favorable du socialisme contre 37 % du capitalisme (cf. <www.alternet.org>).

La capacité de Sanders à mobiliser en masse les déçus d'Obama tiendra à sa capacité à convaincre ceux-ci que sa candidature ne se transformera pas en un de ces articles de *The Atlantic*, dont l'architecture est invariable et tient en deux volets : un diagnostic aussi brillant que sévère sur la situation présente suivi, par un tour de passe-passe, d'une conclusion promettant un retournement spectaculaire laissant présager un avenir radieux⁶⁴.

Les grands projets fédéraux à la Roosevelt ou Johnson que propose Sanders sont-ils crédibles pour faire face à un capitalisme qui ne repose plus sur la création de richesse en employant de la main-d'œuvre pour produire des biens industriels, mais sur la licence donnée aux sociétés commerciales, y compris non financières, de battre monnaie en augmentant démesurément l'endettement ? Sanders pourra-t-il renverser des décennies de politique fiscale favorable au capital, mobile et mondialisé, et défavorable au travail, entravé et localisé, et à ses conséquences que sont une érosion de la base fiscale en raison des délocalisations et de la robotisation croissante du travail et une addiction à la dette aussi bien privée que publique ? Sanders favorisera-t-il la reconstitution de solidarités anéanties par le réagencement de la bureaucratie du nouveau capitalisme, qui a effacé les figures d'autorité, poursuivi sans vergogne la destruction toutes les formes de communautés de destin qui ne reposent pas sur la fétichisation de l'économie et soumis la prise de décision à des phénomènes impersonnels tels que la « pression du marché » ou la « nécessité du changement » ? Pourra-t-il infléchir le nouveau rapport au temps institué par la prise de pouvoir du « capital impatient » et la généralisation du court terme ? On peut en douter, comme le fait Paul Krugman dans un article récent intitulé « Despair, American Style⁶⁵ ».

L'enjeu de l'élection de 2016 est donc de savoir dans quelle proportion ces deux factions de la classe moyenne se mobiliseront et quelle sera à cet égard la force de dispersion des *mainstream* médias, dont David Graeber nous dit que leur objectif principal n'est plus de « dire aux Américains ce qu'ils devraient penser, mais de convaincre un public de plus en plus en colère et aliéné que leurs voisins ne sont pas parvenus à la même conclusion qu'eux⁶⁶ ». Le contexte international, depuis les attaques djihadistes à Paris le 13 novembre 2015 et l'attentat de San Bernardino le 4 décembre, risque en outre de reléguer au second plan les inégalités et les interrogations sur le rêve américain au profit des questions sécuritaires. Il serait véritablement tragique que les secousses lointaines des interventions malheureuses des États-Unis au Moyen-Orient, viennent priver les Américains (et le monde) d'un vrai débat sur les conséquences de quatre décennies de capitalisme

64. D. Thompson, "A World Without Work", *The Atlantic*, juillet-août 2015.

65. P. Krugman, "Despair, American Style", *New York Times*, 9 novembre 2015.

66. D. Graeber, *The Democracy Project*, op. cit., p. 100.

financiarisé. Compte tenu de la malédiction combinée que représentent la corruption des institutions et la préférence des médias pour les bavardages vides de sens, c'est l'issue la plus probable de cette élection. Ce serait là, sans doute à son insu, le plus grand succès de l'État islamique.

La collection des Potomac Papers

Marie-Cécile Naves, « Le programme économique des Républicains, quelles idées pour 2016 ? », n° 24, janvier 2016 ;

Laurence Nardon « Comment votent les Américaines ? », n° 23, septembre 2015 ;

Jeffrey Mankoff « U.S.-Russia relations: the path ahead after the crisis », n° 22, décembre 2014 ;

Eric Gatefin, « *Homeland*, une série de l'ère Obama », n° 21, septembre 2014 ;

Olivier Sichel, « L'échiquier numérique américain, quelle place pour l'Europe ? », n° 20, septembre 2014 ;

Laurence Nardon, « Réduire la taille des portions, les guerres alimentaires aux Etats-Unis », n° 19, juillet 2014 ;

Guy Hervier, « Ohio : la renaissance ? », n° 18, octobre 2013 ;

Aurélie Godet, « La crise idéologique du Parti républicain », n° 17, juin 2013 ;

Gabrielle Durana, « Etats-Unis : le rôle de l'État dans le soutien à l'innovation », n° 16, avril 2013 ;

Herman Schwartz, « Don't bank on change : finance and regulatory reform in the U.S. », n° 15, septembre 2012 ;

Anne-Lorraine Bujon, « L'irrésistible ascension des mormons américains », n° 14, juin 2012 ;

Anne Deysine, « Argent et élections aux Etats-Unis : la campagne de 2012 », n° 13, juin 2012 ;

Nicol C. Rae, « The Democratic Party under Obama and beyond », n° 12, mars 2012 ;

Gilbert N. Kahn, « Jewish activism in the United States : is J Street a passing phenomenon ? », n° 11, février 2012 ;

Laurence Nardon, « Le conservatisme texan », n° 10, janvier 2012 ;

Navtej S. Dhaliwal, « U.S. demographics : the Hispanic boom », n° 9, septembre 2011 ;

Yves-Marie Péréon, « L'anti-environnementalisme, nouveau thème des conservateurs américains », n° 8, septembre 2011 ;

Gabrielle Durana, « La Californie en 2011, entre dynamisme et entraves », n° 7, juin 2011 ;

Larry J. Sabato, « Where now for Obama ? », n° 6, janvier 2011 ;

Sylvie Laurent, « Où va l'école américaine ? », n° 5, octobre 2010 ;

Page Somerville Robinson, « I'm not a feminist, but... : a comparative analysis of the women's movement in the U.S. and France », n° 4, septembre 2010 ;

François Vergniolle de Chantal, « Internet et politique », n° 3, juin 2010 ;

Anne-Lorraine Bujon, « Au cœur de l'Amérique, le mouvement des Tea Parties », n° 2, février 2010 ;

Yves-Marie Péréon, « A la veille de Copenhague, Obama et l'environnement », n° 1, novembre 2009.

Téléchargez ces notes gratuitement sur le site de l'Ifri : www.ifri.org
Suivez l'actualité du programme Etats-Unis sur Twitter : [@LaurenceNardon](https://twitter.com/LaurenceNardon)